

► **Malaise au travail : mobilisation du 6 novembre**

Dans le contexte actuel : gel du point d'indice pour les fonctionnaires, réforme de l'enseignement français à l'étranger aux moyens insuffisants, réforme mal préparée du baccalauréat, surcharge de travail, nous vivons une **pénibilité accrue de notre travail**.

Car, si les réformes peuvent être nécessaires, elles ne peuvent être motivées par leur seul aspect financier. Elles ont un impact social et humain insuffisamment pris en compte qui entraîne une profonde **démoralisation des personnels** qui ont besoin de vision à long terme et de sécurité.

Dans un contexte de tensions : financière, sociale, humaine, politique, il est demandé à l'école de colmater les fissures de la société sans lui laisser de liberté d'action, ni les moyens de mener ses missions à bien. Il est également demandé aux personnels d'en faire toujours plus, sans grand souci des conséquences humaines : l'intendance suivra... si elle ne craque pas.

Le suicide de Christine Renon, directrice d'école, vient rappeler de manière dramatique un **malaise profond**, aggravé par une **absence d'écoute de l'institution**.

Les métiers de l'éducation sont **devenus peu attractifs**, les **salaires sont inférieurs** à la moyenne des pays de l'OCDE et la baisse du nombre de candidat·es aux concours de recrutement des enseignant·es en 2019 apporte la preuve du malaise.

Pourtant, les personnels de l'éducation sont un capital humain précieux. Ils doivent disposer de moyens pour exercer leur métier dans de bonnes conditions et cesser d'être une variable d'ajustement.

C'est cette absence de considération des personnels et cette nécessaire revalorisation du métier que doit traduire la **journée de mobilisation du 6 novembre 2019**.